

8 juillet 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République à l'occasion de la signature des premiers Contrats de convergence et de transformation entre l'Etat et les Outre-mer

Monsieur le premier ministre, Mesdames Messieurs les ministres, Mesdames Messieurs les présidents et présidentes, Mesdames Messieurs les parlementaires, Mesdames Messieurs les maires, merci d'être là, ça me touche beaucoup que vous soyez présents, Mesdames Messieurs les préfets, chers amis, je tenais à passer — pardon de vous avoir fait attendre, l'agenda a été bousculé — le premier ministre et les ministres, la ministre ont tout dit donc je ne vais pas répéter ce qui a été avec beaucoup de talent rappelé à l'occasion de ces signatures et de ces textes importants que sont les contrats de convergence et de transformation avec les Outre-mer. Mais je tenais à être là d'abord pour marquer un engagement collectif et rappeler ce qu'est l'engagement de la nation toute entière et ce qu'est la France tout entière, cet archipel dont nous parlons il y a quelques mois ensemble.

En effet vous êtes tous réunis ici — élus régionaux, départementaux, intercommunaux — avec une partie importante du gouvernement emmené par le premier ministre pour faire avancer ces contrats qui sont les premiers en vertu de lois qui ont été préparées, votées dans la mandature précédente et dans un esprit de continuité que nous devons aux Outre-mer et avec la charte 5.0 qui est elle-même en avance sur notre temps et qui marque aussi une volonté d'ambition pour ces territoires. Alors je ne vais pas ici revenir sur chacun des dossiers que vous avez évoqués mais je voulais simplement partager avec vous quelques convictions. D'abord ces contrats sont là pour dire qu'il n'y pas dans nos territoires d'outre-mer quelque fatalité que ce soit et on ne peut pas accepter, s'habituer à des situations de retard, de décrochage quel que soit le secteur.

Et donc l'Etat est et sera au rendez-vous, d'abord parce que — j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises — le premier ministre est en train de terminer la copie budgétaire pour l'année prochaine et les années à venir : on ne fait pas d'économies sur les Outre-mer et il n'y en aura pas de faite contrairement à ce que j'entends parfois. Ne pas faire d'économie ça ne veut pas dire pour autant qu'on ne change rien parce que c'est comme si tout s'était bien passé jusque-là, non ; mais la politique qui est menée pour les Outre-mer n'est pas une politique d'économie ou de rabais. Plus que cela ce que nous savons signer aujourd'hui, ce que vous avez signé c'est un engagement de 2 milliards 100 millions d'euros pour les territoires ultramarins, pour des projets nouveaux, une ambition nouvelle pour justement des énergies renouvelables, à l'éducation en passant par la santé, aux nouvelles mobilités, montrer que nous avons ces ambitions lorsque ces projets sont portés par le territoire.

Je ne reviens pas sur la méthode qui a été adoptée (des Etats généraux que nous avons conclus ensemble à l'Élysée) mais ce que viennent marquer ces contrats signés aujourd'hui c'est cet engagement de l'Etat, de tout le gouvernement aux côtés des territoires ultramarins. Quand je regarde les chiffres budgétaires ils sont là, les projets sur lesquels le premier ministre et la ministre sont revenus ils sont là et les engagements si je puis dire physiques parce que j'ai regardé les chiffres : je n'ai pas beaucoup d'exemple dans notre histoire contemporaine d'un tel engagement d'un gouvernement, tous ministres confondus, aux côtés de la ministre des Outre-mer, peut-être même de présidents dans ces deux premières années et demi s'étant autant déplacé, ayant été au contact des territoires au moment où ils vivaient des difficultés climatiques ou économiques comme de manière régulière.

Et cet engagement de tout le gouvernement et de votre serviteur c'est aussi cette volonté que nous avons tous eue de prendre nos quarts si je puis dire et de montrer notre volonté d'être, de faire avancer les projets parce que comme vous je trouve aussi parfois que les choses vont trop lentement donc il faut aller en soutien, surligner, bousculer. Tout ça a été fait, est en cours et quand on parle d'école, de santé, de formation avec les 700 millions d'euros du PIC, de santé avec ce que nous avons investi en Guadeloupe comme à Mayotte pour ne citer que deux exemples, d'emploi avec les zéros charges patronales et les emplois francs, d'économie avec la réforme des outils fiscaux, les nouveaux outils présentés par Annick GIRARDIN et la BPI, le coût de la vie, l'innovation, l'investissement public, les finances locales avec la mission importante confiée à Georges PATIENT et Jean-René CAZENEUVE pour là aussi mieux prendre en compte les spécificités, les déchets, les pollutions à la chlordécone, la mobilité, je ne vais pas ici tout égrener, vous en avez parlé largement, j'ai eu l'occasion d'en parler aussi lorsqu'on avait fait le grand débat à l'Élysée

parler aussi lorsque on avait fait le grand débat à l'Elysee.

Néanmoins malgré tout ça je regarde avec lucidité ce que nos concitoyens nous ont dit lors des dernières élections européennes et ils ne nous ont pas dit "tout va bien Madame la marquise." Ils sont peu allés voter et les extrêmes ont continué à gagner du terrain, et je le dis quelles que soient les formations politiques, quelles que soient les formations politiques qui sont y présentes. Et donc quelque chose s'est dit en ne se déplaçant pas, en faisant certains choix du malaise qui était là et du fait qu'on ne peut pas simplement se satisfaire de dire "regardez comme on se mobilise, on signe des textes, on est là", non. Donc maintenant il nous faut tous ensemble réussir à transformer les choses en profondeur, je dis tous ensemble parce que je ne crois pas, je ne crois nul part et je le crois encore moins dans nos territoires ultramarins qu'il y ait d'un côté l'Etat comme on dit trop souvent, c'est-à-dire le gouvernement, ceux qui le représentent sur le terrain et qui servent l'intérêt général et les élus locaux parce que ceux-ci sont aussi les émanations du suffrage universel ; et quelles que soient les sensibilités politiques à la fin c'est tous ensemble qu'on réussit ou qu'on échoue.

Nous ne sommes pas en train de réussir aujourd'hui, nous ne sommes pas en train de réussir. Donc c'est un réveil collectif qu'il nous faut prendre aussi aujourd'hui avec la signature de ces contrats et la poursuite de changements qui ont été initiés, y compris dans les esprits, très profondément, mais de résultats qu'il nous faut atteindre. Le changement très profond qu'il nous faut poursuivre, et c'est pour ça que je tenais à être à vos côtés et que je salue l'engagement du premier ministre lui-même et autour de lui de tout son gouvernement, c'est de dire "nos territoires d'outre-mer ne sont pas simplement des territoires qu'on doit regarder uniquement par rapport à l'hexagone" en lisant quels sont les écarts, les différences.

Ce sont aussi des territoires qu'on doit prendre comme des points de référence dans ce qu'est la France dans le reste du monde et jouer à plein leurs atouts. Je crois très profondément à ça. Lorsque le président de la République française il est au G20 et qu'il parle au Brésil c'est pas tant Paris qui l'intéresse que d'avoir face à lui une puissance amazonienne et c'est un atout dont on connaît tout l'intérêt cher Rodolphe, cher président, mais dont ces dernières décennies on n'a pas suffisamment tiré tout l'avantage, ce qui est aussi une autre manière de regarder le développement du territoire, d'en développer les potentialités, d'utiliser cette réserve formidable de biodiversité. Lorsque je serai dans quelques semaines au sommet des Nations Unies pour parler climat avec à mes côtés le premier ministre de Jamaïque il regarde la France comme une puissance Caraïbes, il la regarde pas pour uniquement les beautés de Paris et les paysages de l'hexagone et il sait qu'il a là-bas des territoires ici représentés, cher président, qui sont dans les spécificités caribéennes mais qui vivent aussi la vulnérabilité de ces terres, la nécessité de construire des solutions de résilience, des opportunités économiques, de recherche climatique, touristique et une volonté de construire un espace collectif où on ne peut où on peut peut-être aussi penser par exemple les investissements de santé qu'on fait comme des éléments d'attractivité pour nous, pensons à nos partenariats avec la région en faisant payer comme il se doit ceux qui vient d'en bénéficier. Penser aussi notre ambition climatique ainsi porter parce que nous en avons vécu ces dernières années.

Le président le sait aussi les conséquences. Lorsque je serais d'ici à la fin de l'année à la Réunion et à Mayotte, j'y serai en tant que président qui peut échanger comme il y a quelques semaines avec le président de Madagascar, avec le premier ministre indien avec lequel on a reparlé. Une vraie puissance Indo-pacifique. C'est-à-dire, portant l'ambition de territoire qui rayonne dans un espace que nous devons reprendre à sa due proportion où la France représente plus d'un million, cher président, de concitoyens si on considère la Réunion, Mayotte mais également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les Terres Australes et Antarctiques françaises. Notre relation et cette place si importante avec Wallis et Futuna. Ça fait de nous une puissance Indo-pacifique.

Une puissance qui aujourd'hui parce que nous avons décidé d'en jouer, parle différemment à L'Inde, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, mais également au Chili parce que toutes ces puissances-là veulent s'affranchir d'une forme d'hégémonie maritime et stratégique que la Chine installe dans la région et ça dit : « avec qui je peux travailler ? Qui avait 1000 soldats dans la région ? Qui a des porte-avions qui peuvent croiser au large de nos territoires ? Qui a la possibilité de déployer des câbles de manière stratégique et indépendante ? Qui a la possibilité de partager la même vision que moi, géostratégique, de ce qui est à la fois la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique ? ».

La France par ses Outre-mer. Nous étions il y a quelques mois au Canada, les choses ne sont pas toutes réglées. Mais nous savons que nous sommes vus comme une des puissances de cette plaque aussi parce que le territoire de Saint-Pierre-de-Miquelon est là. Saint-Pierre-et-Miquelon qu'il s'agisse de la pêche, des sujets géostratégiques, frontaliers nous place dans la région. Sur chacun des territoires que vous représentez, il y a cet archipel France que j'évoquais qui dit quelque chose d'une stratégie nouvelle que notre pays doit porter pleinement et assumer, qui est une forme de conversion du regard que nous nous devons à nous-mêmes. Mais où les seules dépenses ne sont pas simplement des dépenses pour rattraper des retards mais porter des ambitions. L'ambition numérique que nous voulons porter dans certains territoires, quand c'est celle qui irrigue tout l'océan Indien, n'est pas la même qu'à Paris ou qu'à Nice.

Et donc c'est aussi cela qu'il nous faut réussir à convertir collectivement parce que c'est cette fierté territoriale que vous portez et de la recherche à la mobilité, au changement climatique, au sujet géostratégique, c'est cela l'ambition qu'il nous faut porter et faire comprendre à nos concitoyens. Il y a encore trop de nos concitoyens qui, en quelque sorte, ont oublié cette fierté ou ne voit pas suffisamment cette part d'ambition française par-delà les mers et dans tous les continents qui est portée à travers nos Outre-mer. Et je veux que nous retrouvions la force, la vitalité, la vibration à la fois cette diversité culturelle, historique et linguistique qui est la nôtre par nos Outre-mer. Mais de cette ambition portée qui est aussi la nôtre à travers tous les continents. Parce qu'on y porte tous les défis. Il nous faut, pour rendre cette parole crédible, pour accompagner cette conversion du regard et cette ambition, aller beaucoup plus vite pour avoir des résultats concrets. Et donc, ce que je vous demande, je vous demande pour les prochains mois et les prochaines années. C'est qu'autour des ambitions ici signées, on puisse de manière beaucoup plus pratique changer la vie de nos concitoyens.

On a signé ces dernières années quelles que soient les sensibilités politiques. Beaucoup de textes, sans doute beaucoup trop. On a pris beaucoup de déclarations mais la vie des gens n'a pas assez changé. La vie des gens n'a pas assez changé. Et donc, tant que nos concitoyens ne verront pas que l'accès à l'école, la qualité des soins, des infrastructures, la cherté de la vie parce qu'on aura assuré aussi l'ordre public économique, la bonne concurrence partout sur les territoires. Qu'on sera sorti de certains mensonges dans lesquels on s'était enfermé. Parce qu'on aura réussi en proximité avec l'ensemble des ultramarins à bâtir des solutions qui changent le quotidien. Alors, à ce moment-là, nous serons à nouveau crus. Aujourd'hui, je le dis pour nous tous, quel que soit le niveau d'élite, nous ne sommes plus crus.

Et donc, au-delà de l'accompagnement de ces textes et de ces contrats, c'étaient ces deux convictions que je voulais partager avec vous. Cette ambition, ce changement du regard auquel je crois très profondément et que nous devons porter partout ensemble et j'ai commencé à m'y engager et vous me trouverez toujours à vos côtés pour cela. Et en même temps, cette efficacité au concret pour changer la vie de nos concitoyens pour qu'ils recommencent à croire à l'action politique. C'est-à-dire la vie de la cité et ce que celles et ceux qui gouvernent la vie de la cité peuvent changer. C'est ça ce que nous leur devons.

Ce que nous nous devons à nous-mêmes. Je sais l'engagement qui est porté par beaucoup d'entre vous depuis parfois de nombreuses années pour y arriver. Mais nous devons réussir maintenant à mettre un coup d'accélérateur ensemble, à travailler mieux collectivement pour obtenir ces résultats. C'est ça ce qui est attendu nous. Changer la vie pour le mieux dans les territoires qui sont les plus difficiles. Pour que les gens parfois se remettent à croire, à croire dans ce qui pas seulement l'État, la nation française. Ce qui fait sa trame. C'est-à-dire, ces fils invisibles qui lient par-delà les mers et qui font qu'on est attaché à une histoire, à des principes, à des valeurs, à une solidarité et à une ambition. Être avec vous aujourd'hui, c'était vous dire tout cela. De l'accompagnement que nous donnerons à ces contrats aujourd'hui signés mais de l'ambition au carré porter avec vous pour réussir. Réussir. Et donc changer les choses. Cette impatience, rassurez-vous, je me l'assigne avant toute chose à moi-même. Je compte donc sur nous. Vive la République vive la France.